

LE SANATORIUM DU G 20

par Christian SAUTTER

Ce week-end, à Londres, les chefs d'État et de gouvernement des vingt pays les plus riches du monde vont se pencher sur les économies malades de la planète. L'une est tuberculeuse, celle des Etats-Unis ; d'autres sont atteintes de bronchite, les économies d'Europe et de Russie ; les troisièmes ont attrapé un gros rhume, la Chine, l'Inde et le Brésil.

Commençons par les Etats-Unis et le texte tonitruant que leur président, Barack Obama, a diffusé à la terre entière, notamment en français dans le Monde daté du 25 mars. « Mon message est clair : les Etats-Unis sont prêts à assumer leur leadership ». Avec en sous-titre : « Le G20 doit stimuler la croissance, stabiliser et réguler la finance ». Je relève de belles phrases telles que : « Je sais que l'Amérique porte une part de responsabilité dans le gâchis auquel nous sommes tous confrontés ». Et « Nous n'avons pas à faire le choix entre un capitalisme chaotique et impitoyable et une économie étatique oppressante ». Tout cela est fort bien dit, mais minimise le fait que la crise spéculative a été engendrée au sein-même des Etats-Unis et que ses mauvais bacilles ont diffusé dans les autres pays avancés, en jouant de cette avidité qui est un trait fâcheux de l'espèce humaine. L'épidémie de tuberculose financière est partie de New-York et c'est ce foyer de contagion qu'il faut commencer par contrôler.

Or, si l'on examine les relations entre la nouvelle équipe présidentielle et Wall Street, on ne peut qu'être inquiet. « Les USA lancent les actifs à des investisseurs réticents. » nous annonce à la une l'IHT du 24 mars. Que veut dire cette expression bizarre empruntée au baseball ? Que le Trésor américain va proposer aux investisseurs privés, y compris les fameux fonds spéculatifs, les produits toxiques des banques américaines. Ce sont ceux qui ont coulé le système qui sont supposés le sauver en rachetant leurs créations monstrueuses à un prix réduit, bonifié par une prime à la casse versée par le contribuable américain. Ajoutons la garantie qu'ils ne perdraient pas d'argent s'ils vendaient moins cher qu'ils ont acheté (le contribuable paierait la différence) ; et, bien entendu, s'ils gagnaient dans l'opération, les bénéfices seront pour eux.

Cette procédure, pour le moins étrange, porte sur des montants astronomiques : le total des engagements potentiels (des contribuables américains) serait de 9,8 trillions de dollars. Cette somme est si importante qu'elle ne nous dit rien. Disons qu'elle est équivalente à trois trimestres de production de l'ensemble de l'économie américaine.

Comment avoir confiance dans un dispositif qui, certes, réjouit Wall Street (la Bourse monte dès qu'elle voit arriver du bel et bon argent des impôts) mais est fermement condamné par un économiste aussi lucide que Paul Krugman, prix Nobel d'économie et pourtant fervent démocrate ?

Monsieur le Président des Etats-Unis, le monde n'a pas besoin de votre « leadership », mais il attend que vous mettiez de l'ordre dans votre pays. Comment conduire le monde quand on ne peut pas conduire Wall Street ?

De l'autre côté du Pacifique, on s'exprime peu. Le Japon, la deuxième économie du monde, a la tête politique faible et ne devrait pas jouer un rôle actif. La Chine est différente : on y susurre, en bas de page 13 du même numéro du 24 mars de l'IHT, une question aussi essentielle qu'insolente. Le gouverneur de la Banque centrale de Chine a demandé lundi, en chinois et en anglais (c'est un signe !), comment remplacer le dollar qui est depuis 1971 la monnaie de réserve mondiale. Et il a proposé une solution (déjà évoquée dans une précédente lettre 364) : ranimer les Droits de Tirage Spéciaux (DTS), que le Fonds Monétaire International (FMI) peut en théorie émettre depuis 1969. Cette monnaie mondiale, que les pays comme la Chine ou les pays du Golfe pourraient accumuler dans leurs réserves, semble désormais plus sûre que le dollar aux yeux des autorités chinoises. Quel sacrilège ! Ce n'est pas pour demain, mais la Chine prend date.

La Chine a aussi décidé, contrainte et forcée par la chute des achats américains et autres, d'accélérer le recentrage sur son économie sur le développement intérieur (lettre 357). Elle va investir massivement dans les infrastructures de transport, d'énergie, d'environnement. Et elle va consacrer beaucoup d'argent à l'investissement humain par excellence : la formation. Ainsi, un vaste programme va qualifier 5 millions de salariés au chômage dans la seule ville de Canton. Notons que plus personne ne dit que l'économie chinoise va s'effondrer sous le choc du chômage. On entendrait presque une petite musique chauvine expliquant à la population que, si la Chine souffre, son économie est beaucoup plus solide que celle

de la grande rivale américaine. Un rhume n'est pas une pneumonie et encore moins une affection phtisique !

Et notre douce Europe ? Que dit-elle, que fait-elle dans ce choc des continents ? Le Sommet européen des 27, qui s'est tenu à la fin de la semaine passée, a pris quelques bonnes décisions. Citons-en trois. Elle a doublé de 25 à 50 mds € le fonds de soutien aux économies de l'Europe orientale qui ne sont pas dans la zone euro et sont si fragiles. Elle a proposé de donner au FMI, toujours lui, 75 mds €, pour qu'il puisse intervenir davantage au secours des économies africaines et autres. Elle a fait des propositions concrètes pour dompter les paradis fiscaux et autres coins obscurs de la finance mondiale. Obama évoque, lui aussi, des « mesures énergiques contre les paradis fiscaux et le blanchiment d'argent ».

Mais les chefs d'État et de gouvernement européens ont pris deux mauvaises décisions, qui éclipsent les bonnes. La première est, en raison de l'obstruction allemande, de n'avoir décidé qu'un ridicule programme d'investissement de 5 mds € sur des projets communs d'infrastructure et d'environnement. C'est si peu par rapport aux besoins : la crise est l'occasion de mailler la grande Europe de réseaux de transports à grande vitesse, de la doter de systèmes de communication, de production d'énergies renouvelables. Le « Manifesto » de la gauche européenne propose une belle vision d'interconnexion des éoliennes au nord de l'Europe et des centrales solaires au sud, de façon à ce que tous les consommateurs puissent être fournis en énergie propre en toute saison et à toute heure. 5 mds €, c'est dérisoire pour relancer la croissance. Peut-on desembourber une voiture avec une allumette ?

L'autre décision ne coûte rien, mais va couper les ailes de l'Europe. Les États conservateurs ont choisi de reconduire Manuel Barroso à la tête de la Commission de Bruxelles, donc du gouvernement de l'Europe. Cet homme respectable mais dénué d'envergure avait été choisi par beau temps pour piloter le navire européen sans gêner les États les plus puissants. La crise venue, le capitaine a disparu. Imaginons Jacques Delors à la tête de la Commission : il ferait des propositions, galvaniserait les énergies, irait à l'essentiel. Dans la tension perpétuelle entre « l'Europe des États » et « l'Europe fédérale », les conservateurs ont fait le mauvais choix : comment parler aux États-Unis et à la Chine si chaque État européen ne pense qu'à ses propres intérêts ou à ses prochaines échéances électorales ?

Je m'efforce d'habitude de conclure par des propos encourageants, mais aujourd'hui je ne peux pas. Que la droite reconduise son « champion », cela peut se comprendre. Mais que la gauche européenne semble se résigner, sous l'influence des travaillistes anglais et des socialistes espagnols, à repartir pour un tour avec ce président de Commission, ce serait écoeurant. La raison serait qu'il ne peut y avoir un Danois à la tête de l'OTAN et un autre à la tête de la Commission (tous deux s'appelant Rasmussen !). On baigne dans l'absurdité !

Je laisse le dernier mot à Martine Aubry, qui s'est battue, bien isolée, (propos reproduits par Betapolitique) :

« L'Europe que je veux, ce n'est pas une Europe dirigée par M. Barroso avec ses amis Sarkozy et Berlusconi, c'est une Europe qui s'incarnera dans un humanisme, un homme ou une femme, volontaire, qui portera les valeurs de l'Europe et la volonté de transformer l'Europe ».

Christian Sautter